

## BLOG — POST

# L'Europe de la bonne méthode



Les Européens ont marqué un point à Davos : une fois n'est pas coutume, c'est l'unité et la détermination des leaders européens, en soutien au Groenland et au Danemark, qui ont fait reculer Donald Trump.

Les mauvaises langues diront que seuls 8 pays<sup>1</sup> ont vraiment résisté et participé à l'opération de déploiement militaire sur le Groenland, déploiement qu'ils s'empressent de trouver irréaliste et ridicule. Ils ajouteront que d'autres facteurs ont joué : la réticence de l'opinion américaine, les inquiétudes de l'électorat MAGA sur des aventures militaires contraires à leur credo isolationniste, le possible affolement des marchés etc.

Certes. Mais tout cela n'enlève rien à la leçon majeure de cet épisode : la résistance collective paie. Etats-membres, Commission, Parlement européen ont fait front commun, ce dernier ayant décidé de geler la ratification de l'accord commercial entre l'Union et les Etats-Unis.

Ce qui également notable dans cet épisode, c'est la vanité des menaces de Donald Trump sur les droits de douane : le président américain avait en effet menacé d'augmenter à 25% les taxes sur les produits venant de ces 8 pays, « jusqu'à la vente totale du Groenland ». Or cette menace a fait flop. A trop être utilisée, l'arme des « tarifs » finirait-elle par n'être plus dissuasive ? D'ailleurs, l'UE et l'Inde ont finalement signé, dans la foulée, un accord commercial historique, qualifié comme « très décevant » par le Secrétaire d'Etat américain au commerce, sans autre commentaire.

<sup>1</sup> Denmark, Norway, Sweden, France, Germany, the United Kingdom, the Netherlands, and Finland

La première leçon du Groenland, après un an de présidence trumpienne, c'est que l'Europe connaît parfaitement ses lignes rouges : autant des compromis peuvent être possibles sur certaines politiques (le commerce notamment, où l'on a accepté un « deal » défavorable le 27 juillet 2025), autant certains principes doivent être becs et ongles défendus : la souveraineté des Etats, l'intégrité territoriale, le respect du droit international. Ils sont la base même d'une stabilité minimale de la planète, et l'Union elle-même n'existe que par les traités qui la fondent, autrement dit que par la force du Droit.

La seconde leçon est encore plus cruciale : l'Europe ne peut être influente que si elle sait systématiquement coupler ses paroles et ses actes. La déclaration des 8 n'a impressionné Trump que parce qu'elle fut confortée par une action concrète et immédiate. Donald Trump n'écoute pas les discours, il regarde les faits. Il est probable que si les Européens s'étaient contentés de la déclaration du 18 janvier 2026, sans déployer l'opération Artic Endurance, l'effet de leur détermination eut été bien moindre.

Il s'agit désormais de transformer l'essai, avec la même méthode. Sur le plan politique d'abord. S'ils trouvent inacceptable que des personnalités américaines (Steve Bannon par exemple) soutiennent publiquement les partis d'extrême droite en Europe, les Européens devraient réagir de la même manière : condamner ces « ingérences étrangères » et cette « guerre informationnelle » menée contre la démocratie, et, en même temps, passer aux actes, c'est-à-dire interdire de visas européens ces mêmes personnalités<sup>2</sup>.

Sur le plan numérique ensuite, il faut appliquer les sanctions effectivement prévues par les règlements européens : la Commission, après avoir imposé à Google une amende de 2,95 milliards de dollars en septembre 2025, pour pratique anti-concurrentielle, a accepté d'examiner les propositions de négociations de Google pendant 60 jours. Le délai étant dépassé, la Commission devrait réclamer le paiement immédiat de cette amende. Enfin, sur le plan stratégique, la méthode « des paroles et des actes » est devenue impérative : les Européens ne peuvent pas attendre pour passer à une autonomie stratégique la plus large possible.

Et c'est là que le bâton blesse, ou du moins le bâton du Secrétaire général de l'OTAN. Le patron de l'Organisation atlantique a en effet senti le danger : dans une déclaration invraisemblable: le 26 janvier, devant la Commission Sécurité et Défense du Parlement européen, il a mis brutalement en garde les auditeurs : « Si quelqu'un pense encore ici que l'Union européenne, ou l'Europe dans son ensemble, peut se défendre sans les États-Unis, continuez de rêver. Vous ne le pouvez pas. Nous ne le pouvons pas, nous avons besoin les uns des autres. » Visant les projets de défense autonome, il a voulu enfoncer le clou : « cela coûte des milliards et des milliards d'euros. Et dans ce scénario, vous perdriez le garant ultime de notre liberté, à savoir le parapluie nucléaire américain. Donc, bonne chance ».

On croit rêver. D'une part, parce que ce sont les États-Unis eux-mêmes qui souhaitent que les Européens prennent en charge leur défense. « Nous ne serons pas toujours là » a prévenu le secrétaire d'Etat à la défense Pete Hegseth à Varsovie, en février 2025 : « Il est temps d'investir, car vous ne pouvez pas supposer que la présence américaine durera éternellement ». D'autre part, parce que l'OTAN elle-même travaille sur la possibilité d'un pilier européen, destiné à renforcer les responsabilités et les moyens européens de défense conventionnelle. Enfin, parce que les Européens ont défini eux-mêmes l'autonomie stratégique comme un des grands objectifs de l'UE. On se demanderait presque dans quel monde vit le Secrétaire Général de l'OTAN.

<sup>2</sup> Si la Hongrie et d'autres pays s'y opposent, libres à eux d'afficher leurs préférences extrémistes.

Mais qu'importe finalement. La réalité est que le chef de l'OTAN oublie une évidence. Ce qui fait la valeur d'une alliance militaire ce sont moins les budgets que la confiance : celle des membres dans la fiabilité de chacun d'eux, celle des citoyens qui doivent se sentir protégés, sans parler de l'assurance qu'il s'agit de donner à l'adversaire sur la solidité de cette alliance.

Or avons-nous collectivement confiance en l'Amérique, après les tueries au Minnesota, les menaces de captation du Groenland, les chantages tarifaires, le mépris du droit international, le contournement de l'ONU, les inclinaisons pro-russes, la désinvolture sur l'Ukraine, le soutien politique et financier aux extrêmes droites européennes, l'éloge des idéologues trumpistes pour l'autoritarisme et la force etc. ? Pour être encore plus clair, une Amérique de plus en plus autoritaire, hors la loi et pro-Poutine, peut-elle défendre l'Europe (qu'elle déteste) contre l'autoritarisme russe ? C'est parce qu'on a de plus en plus de mal à le croire que la souveraineté stratégique de l'Europe est d'une urgence absolue.